



Compte-rendu CSE ordinaire du 28 octobre 2021



Déclaration préalable des élu.es CGT :

Les élu.es CGT prennent note de l'absence de point CSSCT à l'ordre du jour. Nous contestons fortement cette décision pour laquelle nous n'avons aucune explication.

Ce point récurrent se doit de figurer à l'ordre du jour. Nous vous rappelons qu'un ordre du jour doit être co-construit et nous contestons de découvrir qu'un point est retiré sans aucune explication ni échange.

Pour la CGT, la commission SSCT traite de sujets importants pour lesquels l'information du CSE est primordiale, surtout en cette période difficile de recrudescence des fiches RPS et d'une enquête en cours.

la cgt vous demande donc de rétablir ce point dans l'ordre du jour dès aujourd'hui.

En réponse, la DR ajoute ce point à l'ordre du jour. Il est déplorable que les élu.es aient à réclamer ce point.

1/ Consultation sur la situation économique et financière de PE Normandie.

La Situation Économique et Financière de Pôle emploi s'inscrit pleinement dans le cadre des mesures d'austérité budgétaire du Gouvernement illustrées par Action Publique 2022 - la Convention Tripartite Pôle emploi-Etat-UNEDIC et les dernières Lois de Finances (qui déterminent le budget et les effectifs de Pôle emploi).

Le Plan de Relance conjoncturel et insuffisant ne peut assurer la pérennité financière de Pôle emploi. La trajectoire budgétaire de Pôle emploi pour 2022 s'annonce d'ores et déjà cruciale et inquiétante pour l'avenir même de Pôle emploi.

Le Projet Stratégique pour l'Administration Territoriale de l'Etat 2022-2025 (PSATE) crée les conditions d'un renforcement du pilotage des politiques publiques de l'Etat au niveau régional.

Une nouvelle fois, l'Etat se désengage au détriment des Régions et du budget propre de Pôle emploi dans le cadre de prestations telles que la CSP ou la VSI. Le maintien d'un haut niveau de sous-traitance sans cesse croissant traduit la privatisation de nos missions.

Le recours à l'embauche uniquement de CDD ne peut être la solution dans une période de crise sanitaire, sociale et économique qui exige du personnel titulaire et qualifié pour répondre aux besoins des usagers et nous permettre d'exercer nos missions. Cette année encore plus que les précédentes, les élu.e.s CGT dénoncent la baisse des effectifs pérennes (- 48 postes) à Pôle emploi Normandie. La réponse régionale est la suivante : des vaguelettes de recrutement en contrats de professionnalisation (en CDD !), en nombre notoirement insuffisant. Nous avons alerté, au-delà du principe politique, sur les difficultés d'accueil, de formation, de tutorat de ces personnels, et par conséquent du risque de dégradation du service à moyen terme.

Les comptes de résultats de Pôle emploi sont excédentaires.

Les revendications de la CGT auraient pu être satisfaites :

- 4. Titularisation de tous les collègues en CDD et embauche à la hauteur des besoins,*
- 5. Augmentation générale des salaires et des traitements en lieu et place de primes,*
- 6. Réinternalisation de la sous-traitance "*

Pour toutes ces raisons, les élu.es CGT Pôle emploi Normandie votent CONTRE votre politique économique et financière.

Votes :

Abstention : 4 CFDT, 3 CGC, 5 SNAP

Contre : 3 CGT, 5 FO, 3 SNU

2/ Information en vue d'une consultation sur la généralisation sur le parcours de remobilisation :

Les agent.es ont été informé.es de la nécessité de contacter l'ensemble des DELD d'ici au 31 décembre (Plan de contact DELD). Mais il ne s'agit là que du 1er point d'un plan d'action gouvernemental bien plus large qui vise à faire passer ces DELD et DETLD dans un nouveau dispositif, « le pack de remobilisation ». Ce pack se déroulera sur une demi-journée au cours de laquelle les agent.es animateurs seront censées revoir le diagnostic de ces DE et mettre en place un plan d'action. Deux nouvelles possibilités : la prestation « Parcours Emploi Santé » et des ateliers avec la CNAV avec un objectif emploi (derrière les informations sur les situations individuelles). Espérons que les entreprises seront associées à cet atelier !

Dans le document de travail, les DE portent très largement la responsabilité de leur situation, pour la CGT, les raisons du chômage sont multifactorielles. Le chômage n'est pas un choix !

Nous sommes à 6 mois d'une échéance électorale, les agent.es ainsi que les usager.es sont à nouveau instrumentalisés (souvenez-vous du plan 500000 formations).

Comment peut-on imaginer faire mieux en une $\frac{1}{2}$ journée en collectif qu'en 27 mois en individuel ?

 alerte sur certaines situations telles que le public FLE ou éloigné du numérique, inadaptées au Pack.  rappelle sa position qui est de recevoir nos usager.es en entretien individuel, à leur demande, pour répondre à leur besoin de manière personnalisée et non un traitement collectif du chômage.

Si le point un du plan de contact des DELD est mis en place dans toute la région, le pack de remobilisation (testé dans l'agence de St-Sever depuis septembre) sera élargi en janvier à treize autres agences : Caen-Beaulieu, Mondeville, Hérouville, Caen-Fresnel, Vernon, Evreux-Brossolette, Evreux-Delaune, St-Lô/Carentan, Flers/La Ferté-Macé, Rouen-Quevilly, Rouen-Aubette, Le Havre-Ferrer et Dieppe. La généralisation suivra en mars/avril 2022.

3/ Information sur la généralisation sur le projet de signature électronique (projet HERMES)

A terme (fin 2022), les documents RH seront tous concernés par la signature électronique dans le cadre de la démarche de digitalisation de Pôle emploi. Trois phases :

- les documents à double signature (ex : contrats de travail)
- les documents à simple signature (courriers)
- les documents multisignatures (ex : les conventions de stage à Pôle emploi)

4/ Consultation sur les heures supplémentaires du dimanche 21 novembre

 rappelle sa position ferme contre les heures supplémentaires qui plus est le dimanche. Pourquoi faire ça le dimanche ? La CGT est attachée au droit au repos dominical.

5/ Remplacement d'un RP de la DR de Caen suite à la démission de son mandat.

Suite au départ en retraite de Serge Laurent, RP CGT à la DR de Caen, Jean-François Goulet (CGT) est désigné RP à l'unanimité des élu.es sur le même périmètre.

6/ Point de suivi sur le dispositif équip' emploi

Ce point est effectué à la demande des élu.es du CSE. Un constat général, la difficulté à compléter les portefeuilles et la pression qui en découle sur les agent.es. S'il est trop tôt pour analyser les résultats, la CGT constate qu'un personnel en nombre suffisant permet un accompagnement de qualité.

 réaffirme la nécessité d'embauches pérennes pour un service public de qualité.

7/ Point sur la situation sanitaire

L'ARS indique le 26/10/2021 que la Normandie confirme son entrée dans une phase de croissance depuis quelques jours. Au 26/10/2021 : le taux d'incidence a augmenté de 10,1 %. Le Calvados affiche l'incidence la plus élevée 47.15 cas, soit une augmentation de 36.4 % en une semaine. On approche donc du seuil d'alerte fixé à 50 cas pour 100 000 habitants. La CGT réaffirme le principe de précaution et alerte sur une baisse des mesures de prévention. La Direction rappelle que le protocole sanitaire reste en vigueur.

Il reste à ce jour 21 personnes vulnérables.

8/ Point sur les œuvres sociales

Un stock de billets de cinéma pour UGC et CGR (Mondeville et Cherbourg) sera mis en vente à 3€ pièce à compter du 2 novembre.

9/ Informations RH

- Un nouveau contrat de mutuelle va entrer en vigueur au 1^{er} janvier. Les agent.es ont reçu un message pour les avertir qu'ils/elles devront à nouveau adhérer au contrat et choisir leurs options. Les collègues en arrêt recevront un courrier à leur domicile.
- Campagne de télétravail : les agent.es feront acte de candidature via SIRHUS entre le 8 et le 26 novembre. La validation se fera du 29 novembre au 10 décembre pour entrer en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2022.
- Les élu.es relèvent 16 démissions de collègues en CDD depuis mars. La Direction avance la reprise économique et la signature de CDI pour certain.es d'entre eux/elles. Elle ignore les conditions de travail qui ont pu dans certains cas amener des collègues à démissionner.

10/ Point CSSCT

 déplore d'avoir eu à réclamer ce point en début de CSE (rejointe par FO et le SNU). Si on peut se réjouir que les collègues de Cherbourg la Noé aient été informés des dates de l'enquête, pour la CGT, il est inacceptable que les membres de la CSSCT n'aient pas été associé.es au choix du calendrier, ni les élu.es du CSE informé.es.

11/ Réclamations

✓ GPS véhicule de service :

Nous avons constaté que les GPS des véhicules de service n'étaient pas tous à jour.

Qui est en charge de leur mise à jour ?

Comment s'assure-t-on qu'ils sont à jour ?

- ⇒ La mise à jour est trop coûteuse, c'est aux agent.es de préparer en amont leur déplacement, avec les applis de leur smartphone par exemple. Pour la CGT, il est inadmissible que l'établissement compte sur le matériel personnel des agent.es pour l'organisation leurs déplacements professionnels.

✓ Accompagnement AGIRC/ARRCO :

Cet accompagnement n'a pas été présenté sur les sites en Basse-Normandie.

Quand va-t-il être présenté aux agent.es ?

Quel accompagnement et calendrier pour les agences Bas Normandes ?

Quelle population est concernée ? Quels critères ?

- ⇒ Cet accompagnement a été mis en place en ex Haute-Normandie et sera étendu à partir de 2022 sur le Calvados (Caen-Beaulieu) et l'Orne (Alençon). Le partenariat est destiné à s'étendre.
- ⇒ Cet accompagnement s'adresse à toute personne ayant travaillé au moins une heure sous le régime de l'AGIRC/ARRCO

✓ **Disparition de l'Unedic :**

Pôle Emploi va-t-il communiquer sur ce sujet ?

⇒ Cette communication n'appartient pas à la région, mais à la DG.



réaffirme sa solidarité envers le personnel de l'Unedic.

✓ **Réforme de l'assurance chômage : pas ou peu de rappel réglementaire pour les agent.es placement.**

Pour certain.es le e-learning a été fait il y'a quasi 2 ans.

La DR prévoit-elle des ateliers ? Des kiosques ?

Comment la DR s'assure-t-elle que tous les agent.es ont eu ou auront une mise à jour réglementaire ?

⇒ Le e-learning sera réactivé jusqu'au 31/12 pour les CDDE. Rassurez-vous, la DG a mis « la bonne info » à jour !

⇒ La calculatrice n'est accessible sur BUDI que pour les GDD. Le simulateur est accessible à tous et toutes sur l'intranet.

⇒ Les fiches BUDI seront actualisées.



est opposée à cette réforme calamiteuse de l'Assurance Chômage. Ce e-learning fait ressurgir la double-compétence sortie par la porte et qui tente de revenir par la fenêtre.

✓ **E-learning Trop Perçu à destination des conseiller.es placement :**



est interpellée par des conseiller.es sur les verbatims du e-learning « vous avez un comportement refuge de manipulation » si vous transmettez les coordonnées de votre directeur..., « comportements refuge : passivité, agressivité, manipulation, assertivité » ...

D'où vient ce questionnaire ? Qui l'a construit ?

Quel suivi ? Qu'est-ce qu'on en fait ? Quel accompagnement des collègues ? Quel est l'objectif ? Utilisation de ces données ?

- ⇒ 163 agent.es ont suivi la formation et aucune remontée n'a été faite à la direction.
- ⇒ Extrait du e-learning : « les TP peuvent générer des réactions à fort impacts négatifs sur l'image de Pôle Emploi dans les réseaux sociaux, les médias, le médiateur... »
- ⇒ Pouvez-vous nous expliquer cette phrase ?
- ⇒ La DR ne comprend pas notre question et demande de lui envoyer des copies d'écrans pour faire remonter au campus.

(Extraits)

➤ E.learning TP partie 1 : Alerte sur les réactions hostiles que pourraient créer nos réponses lors d'une interrogation sur un TP "d'internautes sur les réseaux sociaux.

- des organisations syndicales et associations de demandeurs d'emploi
- du défenseur des droits
- du médiateur de Pôle emploi
- des médias"

Comment la direction ose-t-elle présenter les sus cités comme de potentiels hostiles ???

Cette formation explique aux conseiller.es qu'ils/elles ont un comportement refuge soit de passivité, d'agressivité, de manipulation ou assertivité.

Si vous avez un comportement refuge de manipulation il vous est expliqué que "dans les faits cela signifie : séduire, dévaloriser, exagérer et caricaturer, manœuvrer, simuler, enrober."

✓ **Pannes informatiques : très irritants.**

- ⇒ Pas de communication au 3949.
- ⇒ Aucune communication de la DR ni des ELD.

La CGT réitère sa demande d'information des usager.es et des agent.es lors de panne informatique.

✓ **PC portable :**

Nous sommes de plus en plus alertés par des agent.es qui constatent des dysfonctionnements, lenteurs, connexion et déconnexion des PC.

Comment est prévue la maintenance des PC ?

Qu'envisagez-vous pour solutionner ces problèmes ?

- ⇒ Les informations sont données sur le bureau métier et sur pôle-emploi.fr pour les DE, la DR n'a pas la main. En cas de grosse panne, la DSI diffuse un message d'alerte sur le 3949.



la CGT réitère sa demande d'information aux agent.es et aux usager.es.

✓ **Argentan :**

Capteurs d'air : où en sommes-nous dans l'arrivée des nouveaux capteurs d'air ? Quel délai ?

- ⇒ La DR cherche un nouveau prestataire puisque le fournisseur actuel n'a jamais réussi à faire fonctionner les appareils en place. La Direction reviendra vers nous.

✓ **Carentan :**

Lors de la visite de la DR, vous avez indiqué que « vous n'alliez pas donner d'effectif supplémentaire puisqu'il y'a que 600 demandeurs d'emploi à Carentan ». Le service civique est amené à faire de l'accueil, comment expliquez-vous que celui-ci soit amené à faire de l'accueil si il y'a assez d'agent.es ?

Lors du CSE du 30 septembre 2021, vous avez indiqué avoir rendez-vous avec la mairie pour le devenir du point relais et que vous alliez revenir vers nous. Qu'en est-il ?

- ⇒ Le service civique ne fait pas d'accueil. « *La confusion vient de sa proximité avec le point d'accueil* »(sic).
- ⇒ Concernant les locaux, aucune décision n'est encore prise avec la Mairie, malgré les échanges en cours.

Vos élu.e.s se tiennent à votre disposition pour toutes vos questions et suggestions.

Le prochain CSE se tiendra le 25 novembre 2021.

Vos élu.es CGT au CSE :

Sophie Leclerc, Laurence Chapelle, Stéphanie Dorin, Anne Houeix, Guillaume Gravier

Représentant syndical : Karine Vasseur



Bulletin d'Adhésion à la CGT

Nom : Prénom :
Adresse :
Site, Service,
Unité :
Tel :
E-Mail :@

A retourner auprès de la/du militant.e de votre choix.

Retrouvez  Pôle emploi Basse-Normandie :

<http://www.cgt-pole-emploi-bn.com/>